La Marseillaise

BOUCHES-DU-RHÔNE, VAR, VAUCLUSE & ALPES

jeudi 23 juillet 2026 - n° 23880 1,50 €

MARSEILLE



PHOTO M.R.

Quand la police prend le large avec des adolescents

Entre baignades, sensations fortes et messages de prévention, une vingtaine d'adolescents marseillais ont embarqué avec le Centre de loisirs jeunes de la police nationale. **P. 5**

C'EST L'ÉTÉ

Sorties ● Loisirs ● Découvertes

MARSEILLE. À bord du 83, le bus des plages pris d'assaut

Deuxième volet de notre série estivale « Embarquement immédiat ». Entre vue sur mer et affluence record, immersion à bord du 83, le bus des plages marseillais. P. 17



PHOTO M.S.

AIX-EN-PCE. Le Centre Pompidou fait escale P. 16

VAR



PHOTO SDIS 83

Les secours maintiennent le feu dans son périmètre

Les pompiers ont contenu le violent incendie dans son périmètre. Le feu, qui a détruit 2 500 hectares et plusieurs habitations, n'était toutefois pas encore fixé, hier soir. **P. 11**

www.lamarseillaise.fr

La Marseillaise

« Celui qui combat peut perdre, celui qui ne combat pas a déjà perdu » **Bertolt Brecht**

Le journal le plus chanté de France

L'INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT ABSORBÉ PAR LE CNRS ?

Un fleuron en danger

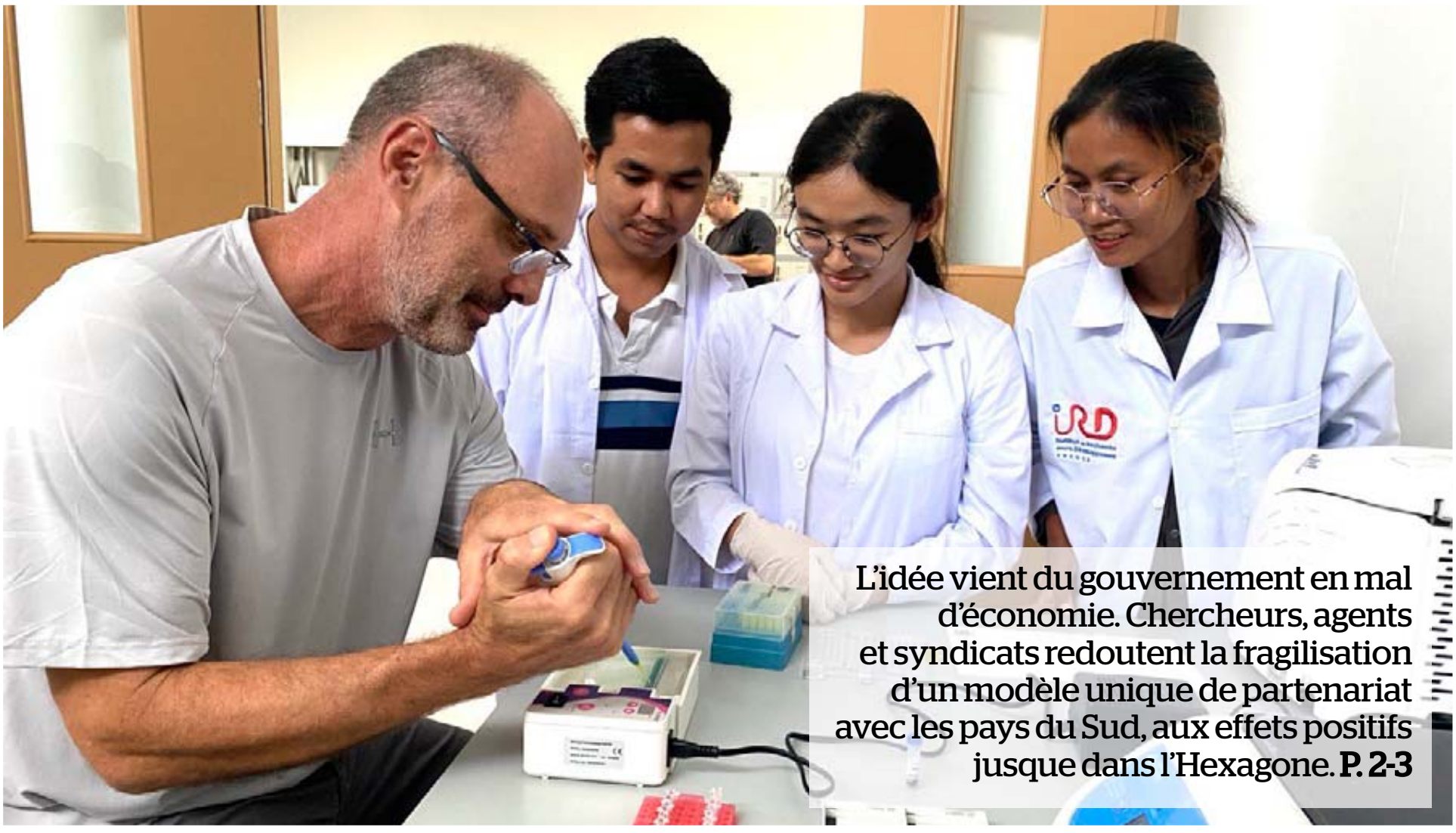


PHOTO DR

L'idée vient du gouvernement en mal d'économie. Chercheurs, agents et syndicats redoutent la fragilisation d'un modèle unique de partenariat avec les pays du Sud, aux effets positifs jusque dans l'Hexagone. **P. 2-3**

27926 - 0723 - 1,50€

ÉDITORIAL

Françoise Verna

L'impasse de l'austérité

● Dans la novlangue du gouvernement, il faut traduire l'opération « État efficace », concocté par le Premier ministre Sébastien Lecornu, par « destruction du service public et des outils remarquables de la recherche français ». C'est plus long mais cela colle parfaitement à la réalité. On sait depuis Orwell que « la paix, c'est la guerre » et que « 2+2 = 5 ». C'est donc la sidération qui domine au sein des travailleurs de l'Institut de recherche pour le développement, l'IRD depuis qu'ils ont appris qu'un projet de fusion avec le CNRS était sur la table du gouvernement. Selon les informations de *La Marseillaise*, l'affaire pourrait être pliée en moins de six mois. Mais rien n'est fait et la médiatisation, la mobilisation des personnels pourraient mettre un coup d'arrêt à ce projet d'appauvrissement de la recherche publique. Quelle est, de plus, la légitimité réelle d'un gouvernement en fin de course, à quelques mois de l'élection présidentielle pour qu'il se croie autorisé à détruire 80 ans d'histoire et de travaux nécessaires ?

Lecornu sort le rabot

Le Premier ministre a dévoilé ses intentions dans *Paris Match*, propriété de Bernard Arnault, un des individus les plus riches du monde, qui n'aime pas payer des impôts et dîne à l'occasion avec Marine le Pen. Et que nous dit l'autoproclamé « moine soldat » de la macronie finissante ? Qu'il faudra, dans le budget 2027, raboter encore les finances publiques sans augmenter les impôts mais en demandant, par exemple « *un effort à ceux qui achètent plus de 50 boîtes de médicaments par an ou vont plus de 25 fois chez le médecin par an* ». Ce sont des recettes libérales éculées à des années-lumière des défis à relever et des aspirations citoyennes. Des propos qui illustrent aussi la terrible impasse de l'austérité.

L'IRD, fleuron de la r

FRANCE

Souhaitée par le Gouvernement, l'absorption de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) par le CNRS inquiète. Agents, chercheurs, et syndicats redoutent la fragilisation d'un modèle unique de partenariat avec les pays du Sud qui participe au rayonnement scientifique français dans le monde.

La nouvelle a fait l'effet d'une bombe auprès des 2 300 agents. Vent debout, des directrices et directeurs scientifiques de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) réclament au gouvernement, dans une tribune publiée mi-juillet dans *Le Monde*, de suspendre le projet d'intégration de leur établissement au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Cette perspective suscite l'inquiétude chez les personnels.

Créé il y a 80 ans, cet établissement dont le siège est basé depuis 2008 à Marseille, est un organisme de recherche public français pluridisciplinaire engagé dans des partenariats équitables sur le développement durable et solidaire avec une cinquantaine de pays du Sud. Il intervient en Afrique, en Amérique latine, en Asie et dans les Outre-mer. Ses travaux portent sur la santé, le climat, la biodiversité, l'agriculture ou les dynamiques sociales et géopolitiques.

Mission « État efficace »

Dans le cadre de la mission « État efficace » portée par le gouvernement Lecornu, l'IRD serait appelé à rejoindre le CNRS. Et le conditionnel prend ici tout son sens. « *Officiellement, il n'y a aucune lettre écrite des ministères aux PDG du CNRS et de l'IRD* », souligne Gilles Béna, directeur de recherche à l'IRD. Et si l'échéance du 1er janvier 2027 circule avec insistance, « *formellement, les discussions sur comment on intègre le personnel et on maintient les activités de l'IRD, n'ont pas commencé. On est dans le flou le plus total* ».

L'option a d'abord été accueillie avec incrédulité par le personnel. « *C'est un éternel serpent de mer. J'ai été recrutée en 2002 et on parlait déjà de projet de rapprochement avec le CNRS* », note Fabienne Cartieaux, secrétaire générale du STREM-CFDT, syndicat majoritaire de l'établissement.

La critique porte d'abord sur le manque de visibilité de l'opération. « *On a essentiellement des informations en off* », souligne la syndicaliste. Si la PDG de l'institut, Valérie Verdier, a confirmé l'existence de discussions en ce sens, les contours du projet restent incertains.

Aucun document officiel n'a été présenté aux instances représentatives du personnel. Or une réforme d'une telle ampleur nécessite a minima d'être examinée en comité social d'administration. « *Ce qui se dit avec insistance, c'est que ça se fera à marche forcée puisque le ministère souhaiterait que ce soit acté au 1er janvier 2027* », reprend Fabienne Cartieaux. Selon nos informations, un décret est attendu et des lettres de mission doivent arriver vendredi sur les bureaux des présidents du CNRS et de l'IRD.

Outil stratégique

Pour ses détracteurs, le projet menace bien davantage qu'une structure administrative. « *Rapatrier l'IRD au CNRS veut dire que toute la spécificité de ses implantations dans le Sud et toute notre diplomatie sur le savoir et la coopération, vont être minés* », s'alarme Hendrik Davi, député marseillais de L'Après qui a adressé une lettre ouverte au Premier ministre. L'élu redoute que cette réorganisation « *déstabilise les collectifs existants* » et fragilise des recherches stratégiques « *en océanographie, sur les maladies infectieuses et émergentes, le chikungunya, la dengue ou le changement climatique* ».

> **« 80 ans de partenariats tissés et de relations de collaboration très fortes qui ont un rôle de soft power diplomatique, énorme »**
> Fabienne Cartieaux



Les organisations syndicales sont vite montées au créneau. Le 9 juillet lors d'un comité social d'administration, les représentants du personnel ont demandé des précisions sur le calendrier et les modalités. Sans succès. Dans un communiqué, le SNCS-FSU et le SNTRS-CGT dénoncent l'absence de concertation et alertent sur ses conséquences pour les agents de cet « *outil stratégique de la France, au service de la science, de la diplomatie, du développement durable, des Outre-mer et des partenariats internationaux* ».

La pérennité des missions inquiète en premier lieu les chercheurs. « *On aurait pu imaginer que l'IRD devienne un onzième institut du CNRS avec des missions et des vocations préservées mais on s'oriente vers une fusion. Une véritable vente à la découpe* », poursuit Fabienne Cartieaux. Une perspective qui nourrit les craintes d'une dilution progressive des activités de l'établissement.

Économies de bout de chandelles

« *Des dizaines de chercheurs et d'étudiants de pays qui ont besoin de développer leur recherche scientifique et voient comme une opportunité extraordinaire le fait de le faire avec un institut français, vont rester sur le carreau* », insiste l'anthropologue Kali Argiriadis qui travaille depuis 25 ans sur Cuba, le Mexique et Haïti. « *Chaque représentation IRD qui disparaît, c'est une ou plusieurs dizaines de personnes des pays où sont implantées ces représentations qui disparaissent aussi. Cette façon de travailler est d'une richesse extraordinaire.* » Pour elle, la France « *va perdre des opportunités de découvertes et d'avancées scientifiques* ».

Les opposants au projet rappellent aussi que l'IRD représente un puissant outil d'influence internationale. « *C'est 80 ans de partenariats tissés et de relations de collaboration très fortes qui ont un rôle de soft power diplomatique, énorme* », rappelle Fabienne Cartieaux. Des coopérations qui ont permis de former des générations de chercheurs devenus parfois responsables académiques ou ministériels dans leur pays. « *Ça nous permet d'avoir des relations d'une qualité exceptionnelle. En ces temps pas très réjouissants il semble malvenu de détricoter tout ça* », insiste-t-elle, regrettant « *des économies de bout de chandelle : les budgets de nos travaux au Sud, c'est autour de 22 millions par an. À l'échelle du budget de la France c'est ridicule mais l'impact est énorme* ».

Christophe Casanova

recherche, cible de l'État



L'Institut recherche pour le développement dont le siège est basé à Marseille compte 2 300 agents.
PHOTO IRD/JEAN-BAPTISTE AVRIL

« Il n'y a aucune réflexion et ça se fait au pas de charge »

ENTRETIEN

Gilles Béna, directeur de recherche à l'IRD et directeur adjoint de l'Institut de santé des plantes de Montpellier alerte sur les conséquences de l'absorption de l'institut par le CNRS pour les partenariats scientifiques de long terme noués avec les pays du Sud.

La Marseillaise : Vous travaillez sur quoi actuellement ?
Gilles Béna : Mon unité travaille sur la santé des plantes et notamment sur la lutte contre les pathogènes qui attaquent le riz, en Colombie, en Afrique ou en Asie du Sud-Est. Je travaille avec le Cambodge où nous avons monté en co-construction, un laboratoire mixte international. Notre problématique, c'est la culture du riz et la question de l'agroécologie : comment diminuer les traitements aux pesticides, aux insecticides par des approches alternatives.

Concrètement ce travail au Cambodge se traduit comment ?
G.B. : Fin août, je pars pour trois ans en affectation à Phnom Penh pour développer des programmes avec les chercheurs et enseignants-chercheurs locaux. Avoir une question de recherche et la développer avec nos partenaires du Sud sur des problématiques de leur pays, c'est le cœur de métier de l'IRD. Ces outils de projection, ces expatriations, ces missions longue durée font son originalité et permettent aussi d'encadrer et former des étudiants.

Quel est l'intérêt d'être sur place ?
G.B. : La continuité. Il y a cette image de « chercheurs hélicoptères », notamment pour les chercheurs américains qui restent quinze jours, prennent les données qui les intéressent et repartent. Ils vont associer les chercheurs du sud dans leurs publications mais en termes de formation, il n'y a rien. Nos projets sont plus ambitieux.



Gilles Béna, en formation avec des étudiants à l'université de Battambang au Cambodge.
PHOTO DR

On parle de la soft diplomatie de l'IRD. Ça participe de cela ?
G.B. : Complètement. On a des exemples de gens que l'IRD a accompagnés dans leur parcours scientifique de formation et sont rentrés dans des ministères de la recherche ou de l'enseignement supérieur des pays du sud. On voit qu'un lien intime et personnel, s'est créé avec l'IRD et la France. Tous les pays riches font de l'aide au développement mais souvent, ce n'est que du financement. L'IRD et la France ont une relation beaucoup plus proche via ces relations personnelles qui se nouent.

Ce projet de fusion de l'IRD avec le CNRS, remet en cause votre mission ?
G.B. : J'ai une lettre d'affectation au 1er septembre. L'interrogation, c'est si au 1er janvier, l'IRD a été dispersé au sein du CNRS : est-ce que le CNRS, qui est dans une vraie difficulté financière, va continuer à financer ces projections ? Si ce n'est pas le cas, des dizaines d'années de partenariats vont s'écrouler du jour au lendemain. Ce n'est pas la même ampleur mais on voit ce qui s'est passé avec les États-Unis de Trump qui ont, du jour au lendemain, arrêté leurs soutiens financiers. Ça a été catastrophique.

Vous avez en tête d'autres cas de travaux de recherche ?
G.B. : L'IRD a des partenariats dans à peu près tous les domaines de recherche, de la maladie du sommeil, la trypanosomiase africaine qui est en phase d'éradication en République de Gambie et est un exemple de réussite, à la gestion des stocks de poissons au Chili autour de la problématique de El Nino, dont le suivi a permis de donner des préconisations sur leur gestion. On peut décliner à la pelle les exemples de travaux issus de collaborations à long terme qui aboutissent à des choses vraiment concrètes.

Et pour le quotidien des Français ?
G.B. : J'ai vu mardi qu'un premier cas de virus West Nile dans les Pyrénées-Orientales a été observé. Ce virus de la vallée du Nil en Égypte est transmis par des moustiques. On voit bien qu'avec le réchauffement climatique, ces maladies qui sont travaillées par des unités de recherche de l'IRD depuis des années dans des pays du Sud, arrivent chez nous… C'est ce qui est un peu troublant dans cette volonté de faire disparaître l'IRD sur une base dogmatique, arguant que l'État doit être efficace, qu'il y a deux opérateurs, CNRS et IRD, et qu'il n'en faudrait plus qu'un. Mais il n'y a aucune réflexion et ça se fait au pas de charge. Officiellement, on n'est pas censé savoir que cette fusion arrive mais on l'annonce officieusement pour le 1er janvier. Tous les services administratifs disent « *c'est impossible* », sauf à aller au chaos.
Entretien réalisé par Ch.C.

À Marseille, les agents « étonnés et choqués »

Au siège de l'IRD à Marseille qui accueille les services centraux de l'institut et la délégation régionale Sud-Est, les quelque 300 agents, personnels administratifs ou contractuels se savent en première ligne.

« *Tout un tas de postes vont être redondants avec les services centraux du CNRS. Puis il y a un nombre important de CDD… c'est un peu la panique* », estime Fabienne Cartieaux, déléguée syndicale STREM-CFDT. « *Tout le monde a bien conscience que nous serons, à la délégation et au siège, plus concernés que les chercheurs, et qu'on serait voués à être fondus ou à disparaître même si les travaux de recherche continuent* », abonde Catherine Tapia. Responsable de la communication institutionnelle de l'IRD, elle gère la base de données recensant les contrats de partenariat qui engagent l'institut dans ses collaborations scientifiques dans le monde.

Une mission de support parmi d'autres : accompagnement des départements scientifiques, gestion des ressources humaines, affaires juridiques, finances, valorisation de la recherche, médiation scientifique ou encore programmes de formation destinés aux chercheurs des pays du Sud.

Ce mercredi 22 juillet au matin, une assemblée générale des personnels, en visio pour beaucoup, a permis de faire le point. Beaucoup ont découvert cette date d'intégration du 1er janvier 2027. « *Tout le monde est étonné et choqué que cela se fasse si vite et en plein cœur de l'été* », reprend Catherine Tapia. Face à cette perspective, les agents tentent de s'organiser. « *Tant que ce n'est pas fait, on va se battre pour que ça ne se fasse pas* », assure-t-elle. Les tribunes publiées dans la presse et l'intervention du député Hendrik Davi auprès du Premier ministre, ont été bien accueillies. Ce jeudi, les personnels lancent une opération d'interpellation des ministères concernés et de la direction du CNRS et de l'IRD par l'envoi de courriers individuels. Les syndicats attendent désormais une réunion programmée mardi 28 juillet avec Valérie Verdier, la présidente directrice générale.
Ch.C.

L'AFD déjà minée

Le projet du gouvernement pour l'IRD fait écho aux difficultés de l'AFD (agence française de développement), principal opérateur public de la politique française dans le monde qui a perdu 70% de ses ressources en trois ans, rappelle la CGT dans un communiqué, estimant que 160 à 380 postes seraient menacés en 2027, « *avec une réorientation des priorités vers les intérêts économiques des grands groupes, au détriment des pays les plus vulnérables* ». **Ch.C.**